

Projets de règlement

Projet de règlement

Loi sur l'aide aux personnes et aux familles
(chapitre A-13.1.1)

Aide aux personnes et aux familles — Modification

Avis est donné par les présentes, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1), que le projet de règlement modifiant le Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles, dont le texte apparaît ci-dessous, pourra être édicté par le gouvernement à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de la présente publication.

Ce projet de règlement bonifie certaines modifications proposées au projet de règlement modifiant le Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles (chapitre A-13.1.1, r. 1) publié à la *Gazette officielle du Québec* le 14 juillet 2021.

Ainsi, le projet de règlement publié le 14 juillet propose notamment une mesure visant à exclure du calcul d'une prestation les sommes accordées à un prestataire pour compenser une perte d'intégrité physique ou psychique ou une atteinte à celles-ci, et ce, jusqu'à concurrence du montant prévu.

Dans le cadre du présent projet de règlement, cette exclusion serait étendue de façon à ce qu'elle englobe également les sommes reçues à titre d'indemnité de décès, sous réserve des conditions prévues au projet de règlement.

Ce projet de règlement prévoit également que de nouvelles périodes seront considérées dans le calcul du délai requis pour avoir droit à l'ajustement supplémentaire accordé à certaines personnes au Programme de solidarité sociale, à condition que la personne ait résidé au Québec durant la période visée.

Ce projet de règlement n'a pas de répercussions sur les entreprises, en particulier les PME.

Des renseignements additionnels concernant ce projet de règlement peuvent être obtenus en s'adressant à : madame France Edma, Direction des politiques d'assistance sociale, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, 425, rue Jacques-Parizeau, 4^e étage, Québec (Québec) G1R 4Z1, par téléphone au : 418 809-7259 ou par courriel à : france.edma@mtess.gouv.qc.ca.

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler au sujet de ce projet de règlement est priée de les faire parvenir par écrit, avant l'expiration du délai de 45 jours mentionné ci-dessus, au ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, au 425, rue Jacques-Parizeau, 4^e étage, Québec (Québec) G1R 4Z1 ou par courriel à : ministre@mtess.gouv.qc.ca.

*Le ministre du Travail, de l'Emploi
et de la Solidarité sociale,*
JEAN BOULET

Règlement modifiant le Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles

Loi sur l'aide aux personnes et aux familles
(chapitre A-13.1.1, a. 132, par. 8°, 9°, 10° et 17°, a. 133,
par. 2.1° et 3°)

1. Le Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles (chapitre A-13.1.1, r. 1) est modifié par l'ajout, après l'article 138, des suivants :

« **138.1.** Aux fins du calcul de la prestation, les indemnités de décès reçues par l'adulte seul ou un membre de la famille sous forme forfaitaire à la suite du décès d'une personne sont exclues jusqu'à concurrence d'une valeur de 235 401 \$.

Pour bénéficier de cette exclusion, la somme forfaitaire, ou le premier versement de celle-ci, le cas échéant, doit avoir été reçue au cours d'un mois pendant lequel l'adulte seul ou la famille est prestataire d'un programme d'aide financière de dernier recours, autrement qu'en application de l'article 49 de la Loi, ou du Programme objectif emploi ou pendant lequel l'adulte seul ou la famille bénéficie de la prestation spéciale pour services dentaires ou pharmaceutiques en application de l'article 48. Toutefois, si la prestation accordée pour ce mois est par la suite réclamée en totalité par le ministre, cette exclusion s'applique, sauf si cette réclamation fait suite à une fausse déclaration, jusqu'à la date à laquelle le ministre a mis en demeure la personne de rembourser cette prestation, conformément à l'article 97 de la Loi.

Dans le cas d'une famille, chacun de ses membres peut bénéficier individuellement de l'exclusion visée au premier alinéa.

«**138.2.** L'exclusion prévue à l'article 138.1 s'applique à compter de la date du versement des sommes visées, qu'elles soient reçues en un seul ou en plusieurs versements, et ce, uniquement à l'égard de la personne qui y a droit.

Cette exclusion s'applique si les sommes sont déposées sans délai dans un compte distinct auprès d'une institution financière. ».

2. L'article 149 de ce règlement est modifié, dans le premier alinéa :

1° par le remplacement de «aux articles 135 et 136» par «aux articles 135, 136 et 138.1 »;

2° par l'insertion après «prestation», de «et jusqu'à concurrence du montant qui y est prévu dans le cas de l'article 138.1 ».

3. L'article 157.1 de ce règlement est remplacé par le suivant :

«**157.1.** Malgré l'article 67.4, l'allocation de solidarité sociale accordée à un adulte seul, à une famille composée d'un seul adulte ou au conjoint d'un étudiant inadmissible est ajustée de 93 \$. Celle accordée à une famille composée de 2 adultes est ajustée de 108 \$.

Malgré le premier alinéa, l'allocation de solidarité sociale est ajustée de 215 \$ dans le cas d'un adulte seul et de 160 \$ dans le cas d'une famille composée de 2 adultes, lorsque l'adulte seul ou un membre adulte de la famille est prestataire du Programme de solidarité sociale depuis 66 mois au cours des 72 mois précédents.

Aux fins du calcul de ce délai, les mois au cours desquels le parent d'une personne a bénéficié, à l'égard de celle-ci, du supplément pour enfant handicapé nécessitant des soins exceptionnels en application de la Loi sur les impôts (chapitre I-3) sont considérés.

Sont également considérés les mois au cours desquels une personne a reçu des sommes alors qu'elle résidait au Québec, dans l'un ou l'autre des cas suivants :

1° une rente d'invalidité ou un montant additionnel pour invalidité après la retraite en application de la Loi sur le régime de rentes du Québec (chapitre R-9);

2° une pension d'invalidité ou une prestation d'invalidité après-retraite payable en vertu du Régime de pensions du Canada (Lois révisées du Canada (1985), chapitre C-8);

3° une allocation d'invalidité en vertu de la Loi sur les allocations aux anciens combattants (Lois révisées du Canada (1985), chapitre W-3);

4° un montant équivalent à l'allocation de solidarité sociale dans le cadre d'un programme du gouvernement du Canada d'aide au revenu dans les réserves.

Toutefois, dans les cas mentionnés au quatrième alinéa, les mois visés ne sont pas considérés si le prestataire qui reçoit les sommes n'est plus admissible au Programme de solidarité sociale, lorsque le nombre de ceux-ci totalise plus de six, qu'ils soient consécutifs ou non.

Les ajustements prévus au présent article ne s'appliquent pas dans le cas des personnes visées au deuxième alinéa de l'article 157. ».

4. L'article 164 de ce règlement est modifié :

1° par le remplacement, dans le paragraphe 5° du premier alinéa, de «de même que les indemnités de décès, si ces bénéfices ou indemnités» par «si ces bénéfices »;

2° par l'insertion, dans le deuxième alinéa et après «Loi, ou», de «du Programme objectif emploi ou pendant lequel l'adulte seul ou la famille »;

3° par la suppression, dans le troisième alinéa, de «ou indemnités».

5. L'article 164.1 de ce règlement est modifié par l'insertion, dans le deuxième alinéa et après «Loi, ou», de «du Programme objectif emploi ou que l'adulte seul ou la famille ».

6. L'article 171 de ce règlement est modifié par l'ajout, à la fin, de l'alinéa suivant :

«En outre, l'article 138.1 ne s'applique que si l'adulte seul ou la famille a été prestataire d'un programme d'aide financière de dernier recours ou a bénéficié des services dentaires et pharmaceutiques, en application de l'article 48, au cours des 6 mois précédant la date de la demande. ».

7. L'article 177.6 de ce règlement est modifié par l'insertion, dans le premier alinéa et après «articles», de « 138.1, ».

8. L'article 181 de ce règlement est modifié par le remplacement, dans le deuxième alinéa, de «aux articles 135 et 136» par «aux articles 135, 136 et 138.1 ».

9. Malgré le quatrième alinéa de l'article 157.1 du Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles (chapitre A-13.1.1, r. 1), remplacé par l'article 3 du présent règlement, les mois qui ont été considérés pour l'application du paragraphe 1° de cet alinéa, aux fins du calcul du délai prévu à cet article, tel que ce dernier se lisait le 1^{er} novembre 2021, continuent de l'être à condition que l'adulte seul ou le membre de la famille demeure, après cette même date, prestataire du Programme de solidarité sociale ou bénéficiaire des services dentaires et pharmaceutiques en application de l'article 48 de ce règlement.

10. Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 2022.

75592

Projet de règlement

Loi sur la sécurité incendie
(chapitre S-3.4)

Frais de scolarité de l'École nationale des pompiers du Québec — Modification

Avis est donné par les présentes, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1), que le projet de règlement modifiant le Règlement sur les frais de scolarité de l'École nationale des pompiers du Québec (chapitre S-3.4, r. 1.1), dont le texte apparaît ci-dessous, pourra être adopté par l'École nationale des pompiers du Québec à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de la présente publication.

Ce projet de règlement modifie le montant des frais de scolarité que peut exiger l'École nationale des pompiers du Québec.

Les mesures proposées par ce projet de règlement n'ont pas de répercussion sur les entreprises et en particulier sur les PME.

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à monsieur Stephen Valade, directeur des opérations, École nationale des pompiers du Québec, 2800, boulevard Saint-Martin Ouest, bureau 3.08, Laval (Québec) H7T 2S9, adresse électronique : stephen.valade@enpq.gouv.qc.ca, téléphone : 450 680-6800, poste 6825, cellulaire : 819 279-7124, télécopieur : 450 680-6818.

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler à ce sujet est priée de les faire parvenir par écrit, avant l'expiration du délai de 45 jours, à monsieur Jacques Proteau, directeur général, École nationale des pompiers du

Québec, 2800, boulevard Saint-Martin Ouest, bureau 3.08, Laval (Québec) H7T 2S9, adresse électronique : jacques.proteau@enpq.gouv.qc.ca, télécopieur : 450 680-6818.

Le directeur général de l'École nationale des pompiers du Québec,
JACQUES PROTEAU

Règlement modifiant le Règlement sur les frais de scolarité de l'École nationale des pompiers du Québec

Loi sur la sécurité incendie
(chapitre S-3.4, a. 76)

1. L'article 1 du Règlement sur les frais de scolarité de l'École nationale des pompiers du Québec (chapitre S-3.4, r. 1.1) est modifié par le remplacement :

1° du paragraphe 1° par le suivant :

« 1° pour le programme de formation Pompier I :

a) 1 150 \$ lorsque la partie théorique de ce programme est offerte en ligne;

b) 1 882,05 \$ lorsque ce programme est adapté à la réalité autochtone;

c) 1 629,90 \$ dans les autres cas; ».

2° dans le paragraphe 2°, de « 1 065 \$ » par « 1 119,10 \$ »;

3° dans le paragraphe 3°, de « 740 \$ » par « 725 \$ »;

4° dans le paragraphe 4°, de « 260 \$ » par « 354,60 \$ »;

5° dans le paragraphe 5°, de « 520 \$ » par « 627,80 \$ »;

6° dans le paragraphe 6°, de « 85 \$ » par « 89,30 \$ »;

7° dans le paragraphe 7°, de « 445 \$ » par « 467,60 \$ »;

8° dans le paragraphe 8°, de « 400 \$ » par « 420,30 \$ »;

9° dans le paragraphe 9°, de « 392 \$ » par « 411,95 \$ ».

2. Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

75553